

1.	Record Nr.	UNINA990004921860403321
	Autore	Steiner, Gerhard
	Titolo	Jakobinerschauspiel und Jakobinertheater / Gerhard Steiner
	Pubbl/distr/stampa	Stuttgart : J. B. Metzler, c1973
	ISBN	3-476-00239-X
	Descrizione fisica	X, 336 p. ; 21 cm
	Collana	Deutsche revolutionäre demokraten ; 4.
	Disciplina	792.094322
	Locazione	FLFBC
	Collocazione	792.094 STE 1
	Lingua di pubblicazione	Tedesco
	Formato	Materiale a stampa
	Livello bibliografico	Monografia
2.	Record Nr.	UNINA9910813156103321
	Titolo	Les droits de la defense // sous la direction de Paul Martens
	Pubbl/distr/stampa	Bruxelles : , : Larcier, , [2013] ©2013
	ISBN	2-8044-6178-5
	Descrizione fisica	1 online resource (445 p.)
	Collana	CUP ; ; Volume 146
	Disciplina	345.05044
	Soggetti	Defense (Criminal procedure)
	Lingua di pubblicazione	Francese
	Formato	Materiale a stampa
	Livello bibliografico	Monografia
	Note generali	Includes index.
	Nota di contenuto	Couverture; Copyright; Titre; Titres parus dans le cadre de la Commission Universite-Palais (CUP); 1 - Faire l'economie de la contradiction ?; Introduction; Section 1 - La contradiction doit se

justifier; Section 2 - La contradiction doit se meriter; Section 3 - La contradiction peut se presumer; A. La theorie du moyen dans la cause; B. La theorie de la chose implicitement jugee; Section 4 - La contradiction peut s'amenager; A. Une audience interactive; B. Les notes en delibere et la reouverture de debats ecrits; Conclusions

2 - Les droits de la defense et les actes unilateraux de l'administration : ou l'unilateralite ne va pas sans contradiction

Section 1 - Le champ d'application des figures du contradictoire; A. Le champ d'application des droits de la defense; B. Le champ d'application d'audi alteram partem; Section 2 - Le contenu des figures du contradictoire; A. Les moments de la procedure ou le droit de contredire doit s'exercer; B. Le droit d'etre informe et de preparer sa defense; C. Le droit d'etre « entendu »; D. Le droit d'etre assiste de la personne de son choix E. Le droit de demander l'audition de temoinset d'effectuer des devoirs complementairesF. L'obligation pour l'autorite de tenir compte des arguments de defense; G. Le droit de ne pas se defendre versus l'obligation de collaborer avec l'autorite; H. Le droit d'etre entendu dans sa langue ?; 3 - Les droits de la defense devant la Cour de cassation en matiere penale; Introduction; Section 1 - Commentaires sur la redaction des ecrits au cours de la procedure de cassation en matiere penale; A. Evaluation quant a l'opportunité d'introduire le pourvoi (Evaluation du risque)

B. Nature de l'argumentationC. Delais; D. Redaction des moyens; E. La problematique des moyens souleves d'office; Section 2 - Commentaires sur le projet de loi relatif a la procedure en cassation en matiere penale; A. Introduction; B. Analyse des quatre modifications significatives prevues par la reforme.; C. Conclusion; 4 - Deux ans apres la loi « Salduz » : inventaire critique de la jurisprudence et des pratiques; Introduction; Section 1 - Evolutions jurisprudencielles

A. La portee du droit a l'assistance de l'avocat durant la phase preliminaire du proces penal au sens de l'article 6 C.E.D.H.B. La notion d'audition au sens de l'article 47bis du Code d'instruction criminelle; C. L'information du droit a l'assistance d'un avocat et sa renonciation; D. Les permanences « Salduz » et la question du default d'avocat disponible; E. La concertation prealable; F. Le role de l'avocat lors de l'assistance aux auditions; G. L'ordonnance de prolongation prise par le juge d'instruction

H. La sanction de la violation du droit a l'assistance de l'avocat durant la phase preliminaire du proces penal

Sommario/riassunto

Les droits de la defense surplombant aujourd'hui tout le droit processuel - et peut-etre l'ensemble du droit -, il a paru utile d'examiner de quelle maniere ils sont appliques, ecornes ou meconnus dans cinq domaines de l'activite juridique.En droit judiciaire, doivent-ils s'effacer ou, a tout le moins, se concilier avec les exigences de celerite et d'economie du proces ? En droit administratif, peuvent-ils s'introduire meme dans la matiere des actes unilateraux de l'administration ? Sont-ils adequatement utilises, en matiere penale, devant la Cour de cassation ? Comment traduire concretement